

- 14 HSBC
- 15 Apple-Samsung
- 16 Mario Monti
- 18 Syrie
- 20 Arnaud Montebourg et Audrey Pulvar
- 22 Transports aériens
- 24 Festival du film de Locarno
- 26 Apprentissage des langues



Dans mon entreprise, les gens savent que l'immobilier ne reviendra jamais au niveau d'avant, ni dans trente, ni dans quarante ans.»

Javier Gómez, avocat chez un grand promoteur immobilier, Madrid



On veut nous mettre la société à dos, en faisant passer les fonctionnaires pour des paresseux.»

Maite Candelas, informaticienne à l'administration fiscale centrale, Madrid



Nous avons la jeune génération la mieux formée de notre histoire, mais notre système est incapable de l'absorber.»

Luis Fernández, professeur d'économie dans un lycée professionnel, Madrid



Partir d'Espagne? J'y ai pensé. Mais que se passera-t-il si on part tous? Nous sommes bien, ici.»

Juan Luis Lahoz, architecte, Valence



Après la victoire de l'Espagne à l'Euro de football, il y a eu des milliers et des milliers de gens dans la rue. Contre les coupes budgétaires, beaucoup moins. On a à moitié ce qu'on mérite.»

Felipe*, pompier municipal, Castellón



Je me consacre aux mariages depuis deux ans, et les affaires croissent. Mon copain, qui n'avait plus de travail, a pu me rejoindre.»

María Mira, photographe, Valence

MATTHIEU RUF TEXTE
MELINDA SÁNCHEZ CRESSON PHOTOS

De grandes bouches gourmandes, qui sucent un doigt ou soufflent sur une colombe. La statue monumentale, au centre du rond-point, offre ses quatre visages à l'air étouffant de la côte méditerranéenne. Mais elle porte un seul couvre-chef, incongru et dérisoire: un avion chromé, qu'on dirait bricolé à partir de quatre boîtes de conserve géantes. Pour voir cette œuvre du sculpteur Juan Ripollés, il suffit d'emprunter la sortie de la rutilante autoroute CV-10, au nord de Valence, qui indique Aéroport de Castellón. Elle conduit à un parking désert et à une piste flambant neuve, interdits d'accès aux voitures des quelques journalistes ou badauds venus photographier le monstre à quatre fronts. Car aucun avion n'atterrit ni ne décolle de cet aéroport officiellement ouvert depuis mars 2011, et qui a coûté 150 millions d'euros (180 millions de francs), dont la moitié d'argent public: les autorisations nécessaires n'ont pas été délivrées.

En Espagne, tout le monde parle de l'aéroport de Castellón, un mélange d'amusement et de dégoût dans la voix. Commencé en 2003 à l'initiative de l'ex-président de la région autonome, Carlos Fabra, il n'est situé qu'à 100 kilomètres de celui de Valence, soit la distance séparant Cointrein de Villeneuve. Pensé pour drainer les touristes vers les 40 000 nouveaux logements et 12 terrains de golf prévus au bord de la mer, il a vu le jour sans que ces projets trop ambitieux se réalisent. Pire: la statue de Juan Ripollés, hommage à son ami

Carlos Fabra, coûtera 300 000 euros à la communauté. Bulle immobilière, copinage, mauvaise gestion de l'argent public: une bonne partie du drame économique espagnol, qui effraie tant l'Europe et sa monnaie unique, est résumée dans cette aéro-gare verrouillée, et son unique avion d'acier sans carburant.

Sens des réalités. «L'aéroport? C'est la risée de Castellón.» En ce 1^{er} août, sur la terrasse ombragée d'un café aux abords de cette ville de 180 000 habitants, Felipe*, 29 ans, et Oscar*, 37, rient jaune. Un tel gaspillage aurait de quoi énerver ces deux pompiers athlétiques: depuis février, la Municipalité ne leur paie plus la prime au travail de nuit et des jours fériés. Ni les trois gardes de 24 heures supplémentaires par an dont ils ont désormais la charge. Car la Communauté valencienne est, après la Catalogne, la région la plus endettée du pays, et a déjà demandé une aide financière à l'Etat central. Pour enrayer le déficit et rassurer les créanciers, ici comme dans toute la péninsule, les administrations dégraissent, les taxes augmentent. Mais le chômage persiste à des niveaux affolants (24,6%), et les taux d'intérêt de la dette de l'Etat espagnol, martelés dans tous les médias, ne baissent pas (plus de 7%). «Le gouvernement nous dit: un sauvetage de l'Espagne reste très éloigné, s'étonne Oscar. Mais en Europe, on en parle déjà. Ayons les pieds sur terre!»

Felipe et Oscar l'ont, eux, le sens des réalités. Lorsque des incendies ont détruit 50 000 hectares à l'ouest de Valence, au début de juillet, ils étaient prêts à aller >>>

Espagne

DEBOUT DANS LE N AUFRAGE

REPORTAGE. Déficit, austérité, chômage, retour de la pauvreté: l'Espagne flambe. De gnation et espoir, rencontres avec des Espagnols qui continuent de faire fonctionner leur

Madrid à la Méditerranée, entre colère, résipays, et souffrent de son image désastreuse.



33,9%

DE CHÔMEURS SANS REVENU

Un tiers des 4,6 millions de chômeurs espagnols (24,6% de la population) ne touchent aucune prestation.

3 euros

PAR JOUR

Ce que devra bientôt payer une famille catalane qui envoie son enfant à l'école avec un Tupperware pour la pause de midi, afin d'économiser la cantine (6,20 euros). L'Etat veut facturer l'usage du frigo et du micro-ondes.

+13%

DE TVA

Au 1^{er} septembre, la TVA sur les biens culturels passera de 8 à 21%. Selon *El País*, 859 cinémas pourraient fermer, supprimant 3500 emplois.

SYMBOLIQUE La sculpture et l'aéroport fermé de Castellón résument une bonne partie du drame espagnol: bulle immobilière, copinage, mauvaise gestion de l'argent public.

>>> aider gratuitement leurs camarades – puisque la Municipalité refusait de leur payer ces heures supplémentaires. «Même ainsi, ils ne nous ont pas laissés y aller, constate Felipe, qui croit savoir que c'était pour une question de responsabilité en cas d'accident. On était 80 pompiers, ici, à voir les feux à la télé, et ce sont ceux de Madrid qui ont dû venir. La coordination a été mauvaise.»

«Trapicheos». «C'est très désagréable, et ce n'est pas ce qui nous plaît, mais c'est ce qu'il faut faire», répète inlassablement le premier ministre Mariano Rajoy, timonier sans charisme d'une Espagne méconnaissable. Economiser, réduire, se serrer la ceinture: le pays, qui il y a cinq ans encore vivait au rythme de la croissance, des inaugurations de centres culturels ou de lignes ferroviaires à grande vitesse, est violemment confronté à la fin d'une illusion. A Castellón comme ailleurs, des immeubles vides (entre 15 et 20% des logements espagnols le sont)

témoignent d'un développement fallacieux basé uniquement sur les prix fantaisistes de l'immobilier, qui ont contaminé le secteur bancaire, sauvé en juin par l'Union européenne. Les violents changements induits par la crise immobilière, comme les 100 000 expulsions pour non-paiement d'hypothèques qui ont eu lieu depuis cinq ans, poussant même certains membres de la classe moyenne dans la rue, sont accentués par les décrets autoritaires du gouvernement Rajoy. Mais la colère monte contre la «caste politique» et ses «trapicheos» (magouilles). Felipe: «Il y a trop de politiciens. Le maire refuse qu'on lui supprime sa voiture de fonction. Et il est quoi? Maire d'une p... de petite ville, Castellón!»

Marmite à vapeur. «Ils se sont réveillés.» C'est Luis qui le dit. Son appartement madrilène est rempli de guitares, sa passion. Ses yeux pétillent, il boit une bière, puis une autre, s'exclame:

«J'ai été fiché à 18 ans. C'est pas moi qu'ils vont effrayer...» Homme de gauche, Luis Fernández, 57 ans, enseigne les mathématiques financières dans un lycée professionnel de la capitale. Il a été des manifestations antifranquistes de la fin de la dictature, il y a trente-cinq ans. Et désormais de toutes celles que le corps enseignant a lancées contre les réductions de postes lors de l'année écoulée, ce qui lui a coûté «1500 euros», 100 par jour d'absence. Pour lui, les Indignés, ce surprenant mouvement qui a réuni, il y a un an, des milliers de personnes sur les places du pays, sont le signe que «les jeunes se sont réveillés». Mais conscience n'est pas synonyme d'action. Luis soupire: il aimerait voir ses élèves, qui ne cessent de lui poser des questions sur le FMI ou les agences de notation, s'impliquer davantage dans les manifestations. «Ce sont eux qui ont le plus à perdre. Comment expliquer qu'un pays qui a 53% de ses jeunes au chômage n'entre pas en révolution?

L'explication est simple: il y a eu un enrichissement brutal de toute la population. Les familles constituent une protection très forte: nous, les quinquas, pouvons leur donner la stabilité. Quand ce coussin disparaîtra, d'ici à quelques années, et si les jeunes ne trouvent pas de travail, il y aura des conflits sociaux. 53%, c'est une marmite à vapeur.»

Informaticiens indignés. En 2012, la colère gagne surtout les fonctionnaires, qui seront sans doute nombreux à participer à la prochaine grève générale, prévue à la fin de septembre. Maite Candelas et Eduardo Jodra sont de ceux-là. Depuis que Mariano Rajoy a annoncé, le 11 juillet dernier, un plan massif de réduction du déficit – hausse de la TVA, baisse des allocations chômage et des salaires de la fonction publique... – ils ont manifesté tous les jours avec leurs collègues, à midi, dans une rue du nord de la capitale, coupant le trafic. En ce début d'août, la pro-

testation s'est réduite à un groupe de quelques dizaines de personnes, sur le trottoir d'un pont passant au-dessus du périphérique madrilène, d'où quelques voitures klaxonnent en signe de solidarité.

Eduardo et Maite, informaticiens à l'administration centrale du fisc, n'ont pas l'apparence de révolutionnaires. Le regard doux, la voix calme, ces quadragénaires ne s'estiment pas touchés par la crise, hors la baisse générale des salaires des fonctionnaires de 7,2% en deux ans. Mais ils s'indignent de la façon dont l'Etat cherche à réduire le déficit. «Nous sommes considérés comme la menace de l'Europe, analyse Eduardo. Alors la solution semble être de nous serrer la ceinture. Nous ne comprenons pas.» Et Maite de dénoncer l'amnistie fiscale, mise en œuvre par Madrid pour rapatrier les grandes fortunes: «C'est du blanchiment d'argent. Or, si on voulait, on pourrait mieux enquêter sur la fraude fiscale.» Elle brandit un communiqué du syndicat des employés du fisc, qui affirme que trois quarts des fraudes sont le fait des grandes entreprises et des grandes fortunes, alors que «80%» des ressources du fisc sont destinées à contrôler «les 28% restants». Ces employés veulent autant réformer l'Etat que le FMI. Mais pas pour «retourner à l'âge de la pierre».

Le rôle du «méchant». En juillet, un jeune Madrilène, Javier Gómez, s'est régulièrement fait couper la route par d'autres manifestations de fonctionnaires, tandis qu'il se rendait en voiture au tribunal de la Plaza de Castilla, également au nord de la ville. «Je ne crois pas que couper une artère 15 minutes tous les jours va les aider beaucoup. Mais je n'ai pas la solution.» Javier, la trentaine, vit dans un appartement vaste et lumineux, mais sans bling-bling. Il est avo-

cat dans une grande entreprise de promotion immobilière dont il préfère taire le nom. «Ils m'ont engagé, en 2010, parce qu'ils savaient qu'ils allaient avoir des problèmes. Je suis entré à cause de la crise», explique-t-il sincèrement. Son travail consiste surtout à gérer les procédures contre les acheteurs qui n'honorent plus

«ON N'A PAS D'HYPOTHÈQUE, PARCE QU'ON N'EN A MÊME PAS EU LA POSSIBILITÉ.»

Clara, architecte, 29 ans

leurs contrats. «Ils ont signé en 2008, mais à l'heure de déboursier vraiment, aucune banque ne leur donne de l'argent. Certains négocient, d'autres disparaissent dans la nature sans laisser d'adresse.» Javier, le contraire d'un fanfaron, a conscience de jouer le rôle du «méchant». Comme il reconnaît les erreurs commises par les promoteurs immobiliers. «Mes collègues me racontent qu'ils savaient que ce n'était pas normal, mais qu'il n'y avait pas d'autre choix que de suivre la surenchère des prix pour rester dans le marché. Ils savent aussi que ça ne reviendra jamais.»

L'heure de vérité. Retour sur la côte, ce mercredi 1^{er} août. Les médias annoncent la tenue, le lendemain, d'une conférence de presse de la Banque centrale européenne. Son président, Mario Draghi, est attendu au tournant, après avoir assuré qu'il ferait «tout ce qui est nécessaire pour assurer la survie de l'euro». Les espoirs seront déçus: la banque centrale n'achètera pas des emprunts à l'Espagne pour soulager ses taux d'intérêt.

«Pourquoi faire partie de l'Europe si, à l'heure de vérité, elle ne t'aide pas, mais t'écrase davantage?» Dans le hall d'un hôtel du quartier branché de Ruzafa, à Valence, Isabel Requena a la mine sombre.

Cette auxiliaire d'infirmier de 52 ans craint de perdre son emploi devant la volonté de la Communauté de privatiser de plus en plus de secteurs, y compris les hôpitaux. Ou la compagnie ferroviaire nationale, la Renfe, qui emploie son mari, Carlos Viu, machiniste depuis trente ans. Un jour après la non-

conférence de Draghi, ses collègues et lui seront eux aussi dans la rue, pour exprimer leur désaccord.

Ce couple aimable, c'est toute la gueule de bois de l'Espagne du XXI^e siècle. Des progressistes peu portés sur l'économie, qui regardent avec impuissance le «retour en arrière», la «destruction» se propager autour d'eux. «Les fils d'ouvriers ne pourront de nouveau plus étudier, parce que ce sera impossible de payer l'université, s'attriste Isabel. Or nous, nous n'avons pas pu le faire parce que nos parents n'avaient pas l'argent... Si j'étais jeune, je me tirerais d'Espagne.» Carlos a un sourire navré. «Peut-être que ma génération a eu de la chance.»

Plans B. «Nos parents ont dû lutter, ils ont fait avancer ce pays. Nous avons beaucoup plus de confort qu'eux, mais moins d'opportunités.» Juan Luis Lahoz, 34 ans, est en partie d'accord avec Carlos. Père d'un enfant de 8 mois, il partage un bureau d'architectes avec sa compagne. Devant la chute du nombre de projets, ou le non-paiement, par les autorités de Palma de Majorque, d'un contrat de 60 000 euros pour la transformation d'un mas en centre culturel, ils n'ont eu d'autre choix que de trouver des plans B. Pour vivre et payer l'hypothèque, contractée pour 35 ans en 2007. Ils ont donc créé du mobilier urbain, des jeux pour enfants qu'une entreprise amie vend à l'étranger, ou encore un site internet de bonnes

adresses, We Are Valencia. Un pari qui s'étendra bientôt à d'autres villes, et qui tient très à cœur à ce jeune barbu volubile. C'est au site de travail partagé (*coworking*) Lanube, dans le quartier de Ruzafa, que Juan Luis a lancé We Are Valencia. Une dizaine d'architectes, designers et photographes entre 25 et 30 ans y partagent les frais d'électricité et de loyer, pour poursuivre leurs propres projets. Antonio, 27 ans, s'est mis à confectionner des vélos sur mesure. María, photographe de 28 ans, a trouvé un créneau qui ne risque pas de disparaître: les mariages. Il y règne une ambiance étonnante: comme un parfum d'optimisme.

Le nuage. Marre de la crise: de toutes parts, un ras-le-bol s'exprime à travers l'Espagne. Par de la colère, des manifestations. Mais aussi sur un certain orgueil. S'il fallait trouver un antidote à l'absurdité des gaspillages des années fastes, peut-être serait-ce dans cet atelier blanc et postindustriel. Lanube veut dire «le nuage». Ses occupants ont pourtant, comme les pompiers de Castellón, les pieds sur terre, ils savent que leur statut est précaire. Partir à l'étranger? Tous y pensent, tous ont des amis qui le font. L'Espagne est de nouveau une terre d'émigration, hautement qualifiée cette fois. Mais ces jeunes Espagnols savent que le dépaysement culturel n'est pas anodin, que partir n'est pas une garantie de trouver du travail. Surtout, ils se sentent bien chez eux. Clara, belle architecte de 29 ans, a des mots qui peuvent sonner insolents, au milieu du naufrage. Ils sont pourtant nécessaires. «On n'a pas d'hypothèque, parce qu'on n'en a même pas eu la possibilité! On ne veut plus entendre parler de la crise. Ni nous comparer avec quelque chose qu'on ne connaîtra pas.»

*Noms connus de la rédaction.